

Art. 6. Les gestionnaires des centres 101 visés à l'article 1er, § 1er, 3°, communiquent au gouverneur de province au plus tard le 1er janvier de l'année budgétaire concernée, les propositions qu'ils estiment devoir formuler en ce qui concerne l'acquisition des matériels et équipements visés. Les gouverneurs intègrent ces propositions dans le plan visé à l'article 5 du présent arrêté.

Art. 7. Les cessionnaires ne peuvent aliéner ou louer les infrastructures, matériels et équipements pour lesquels l'intervention financière de l'Etat a été accordée, en application de l'article 1er, § 1er, ou ayant été mis à leur disposition en application de l'article 1er, § 2, qu'aux conditions fixées par le Ministre de l'Intérieur. Ces infrastructures, matériels et équipements ne peuvent recevoir d'autre affectation que celle prévue initialement.

Le non-respect des dispositions du présent arrêté et des conditions fixées par le Ministre de l'Intérieur en application dudit arrêté entraîne la récupération intégrale de l'intervention financière de l'Etat.

Art. 8. Pour l'exercice 1989, le Ministre de l'Intérieur peut déroger exceptionnellement aux délais fixés dans le présent arrêté. Il peut également déroger à la clé de répartition arrêtée à l'article 2 en vue de poursuivre les investissements ayant fait l'objet d'engagements pris antérieurement. Les crédits supplémentaires ainsi accordés seront portés en diminution du crédit accordé à leurs bénéficiaires pour l'exercice budgétaire 1990.

Art. 9. L'arrêté royal du 17 février 1987 fixant les conditions auxquelles les provinces et communes peuvent bénéficier d'une aide financière de l'Etat pour l'équipement des polices communales pour le développement de la coordination en matière de sécurité, modifié par l'arrêté royal du 1er février 1988, est abrogé. Les engagements pris par l'Etat et par les communes en application dudit arrêté continuent cependant à sortir leurs effets sans limitation de durée.

Art. 10. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 septembre 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

Art. 6. De beheerders van de 101-centra, bedoeld in artikel 1, § 1, 3°, delen ten laatste op 1 januari van het begrotingsjaar aan de provinciegouverneur de voorstellen mee die ze menen te moeten formuleren wat de aanschaf van bedoeld materieel en bedoelde uitrustingen betreft. De gouverneurs integreren deze voorstellen in het in artikel 5 van dit besluit vermelde plan.

Art. 7. De verkrijgende gouverneurs kunnen de infrastructuur, het materieel en de uitrusting waarvoor de financiële rijkstegemoetkoming werd verleend, in toepassing van artikel 1, § 1, of hen ter beschikking gesteld in toepassing van artikel 1, § 2, slechts vervreemden of verhuren onder de door de Minister van Binnenlandse Zaken vastgestelde voorwaarden. Die infrastructuur, dat materieel en die uitrusting mogen slechts gebruikt worden voor het aanvankelijk voorziene doel.

Bij niet-naleving van de bepalingen van dit besluit en van de door de Minister van Binnenlandse Zaken in toepassing van hetzelfde besluit vastgestelde voorwaarden, zal de financiële rijkstegemoetkoming integraal worden teruggevorderd.

Art. 8. Voor het begrotingsjaar 1989 kan de Minister van Binnenlandse Zaken uitzonderlijk afwijken van de bij dit besluit vastgestelde termijnen. Ook kan hij afwijken van de verdeelsleutel vastgelegd bij artikel 2 met het oog op de voortzetting van investeringen waarvoor eerder verbintenissen aangegaan werden. De aldus toegekende bijkomende kredieten zullen afgetrokken worden van het voor het begrotingsjaar 1990 aan de belanghebbenden toegekende krediet.

Art. 9. Het koninklijk besluit van 17 februari 1987 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de provincies en de gemeenten een financiële rijkshulp kunnen genieten voor de uitrusting van de gemeentepolitie en voor de verbetering van de coördinatie inzake veiligheid, gewijzigd bij koninklijk besluit van 1 februari 1988, wordt opgeheven. De verbintenissen die in toepassing van dit besluit door de Staat en de gemeenten gesloten werden blijven evenwel zonder beperking in de tijd van kracht.

Art. 10. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 september 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

F 89 — 1890

27 SEPTEMBRE 1989. — Arrêté royal fixant les conditions auxquelles les communes peuvent bénéficier d'une aide financière de l'Etat pour l'équipement de leur corps de police (II)

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Considérant la nécessité de favoriser une coordination effective entre les corps de police communale;

Considérant qu'il y a lieu d'intervenir par une contribution financière dans les prestations fournies par les corps de police communale à des fins d'intérêt général;

Considérant qu'un crédit est prévu au budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'octroi d'une aide financière de l'Etat pour l'équipement des corps de police communale;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget en date du 4 septembre 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié en dernier lieu par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

N. 89 — 1890

27 SEPTEMBER 1989. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de gemeenten financiële hulp van de Staat kunnen krijgen voor de uitrusting van hun politiekorps (II)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Overwegende dat het noodzakelijk is een effectieve coördinatie tussen de gemeentelijke politiekorpsen te bevorderen;

Overwegende dat het noodzakelijk is financieel bij te dragen in de kosten van de prestaties die door de gemeentelijke politiekorpsen voor doeleinden van algemeen belang geleverd worden;

Overwegende dat op de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt een krediet uitgetrokken is voor een financiële hulp van de Staat voor de uitrusting van de gemeentelijke politiekorpsen;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting d.d. 4 september 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, laatst gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Considérant qu'il y a lieu d'arrêter de toute urgence et dès l'exercice budgétaire 1989 une procédure mieux adaptée aux besoins des communes et permettant à celles-ci de procéder sans délai à l'acquisition de matériel au profit de leur corps de police avec l'intervention financière de l'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. § 1er. Le Ministre de l'Intérieur accorde, dans la limite des crédits budgétaires et aux conditions qu'il détermine, aux communes une subvention pour l'acquisition de matériel et d'équipement au profit de leur police. Peuvent seuls faire l'objet d'une intervention financière les matériels et équipements repris dans la nomenclature arrêtée par le Ministre de l'Intérieur.

§ 2. Si le Ministre de l'Intérieur juge opportun de procéder lui-même à l'achat ou au financement de matériel ou d'équipement au profit des polices communales dans le cadre d'actions qu'il souhaite mener au niveau national, il peut réserver les crédits nécessaires à cette fin sur la quote-part octroyée aux communes dans le cadre du présent arrêté.

Art. 2. Le montant réservé aux communes en application de l'article 1er, § 1er, est ventilé entre elles selon un coefficient de répartition fondé pour 50 % sur le chiffre de la population de la commune et pour 50 % sur le chiffre des effectifs de police de la commune.

Art. 3. Sont pris en considération pour établir les coefficients visés à l'article 2, le chiffre de population et les effectifs au 1er janvier de l'année précédant l'année budgétaire concernée.

Les effectifs se composent des membres de la police communale en activité de service ou y assimilés, titulaires en qualité d'aspirant, de stagiaire ou d'agent définitif d'un grade repris dans la hiérarchie des grades établie aux articles 1er, 2 et 4 de l'arrêté royal du 13 octobre 1986 fixant les grades du personnel de la police communale.

Art. 4. Le montant de la subvention visée à l'article 1er, § 1er, est plafonné à 50 % du prix d'achat du matériel qui en fait l'objet; ce prix d'achat s'entend T.V.A. incluse.

Art. 5. § 1er. L'autorisation de faire appel à la subvention pour un achat déterminé est conférée par le gouverneur de province, lequel agit en l'occurrence en qualité de représentant du Ministre de l'Intérieur.

Cette délégation est accordée au gouverneur de province pour autant qu'il se conforme aux dispositions du présent arrêté ainsi qu'aux dispositions prises par le Ministre de l'Intérieur en vue de son exécution.

§ 2. La demande de subvention est formulée par délibération du collège des bourgmestre et échevins et est transmise au gouverneur de province, accompagnée du dossier relatif à la commande effectuée.

Le gouverneur vérifie si toutes les conditions d'octroi sont réunies et statue dans les quinze jours de la réception de la demande au gouvernement provincial.

Il envoie immédiatement copie de la décision au Ministre de l'Intérieur et aux autorités communales concernées.

§ 3. Le collège des bourgmestre et échevins peut introduire auprès du Ministre de l'Intérieur une demande en révision de la décision par laquelle le gouverneur de province refuse l'octroi de la subvention en application du § 2.

Cette demande en révision doit être introduite par lettre recommandée à la poste dans les 30 jours de la réception de la décision par l'administration communale, le cachet de la poste faisant foi.

§ 4. Le Ministre de l'Intérieur procède à la liquidation de la subvention sur la base de la décision d'octroi du gouverneur ou le cas échéant de sa propre décision après recours.

Art. 6. § 1er. Les cessionnaires ne peuvent aliéner ou louer les matériels et équipements qui ont fait l'objet d'une intervention financière de l'Etat en application de l'article 1er, § 1er, ou ayant été mis à leur disposition en application de l'article 1er, § 2, qu'aux conditions fixées par le Ministre de l'Intérieur.

Ces matériels et équipements ne peuvent recevoir d'autre affectation que celle prévue initialement.

Le non-respect des dispositions du présent arrêté et des conditions fixées par le Ministre de l'Intérieur en application dudit arrêté entraîne la récupération intégrale de l'intervention financière de l'Etat. Dans les mêmes circonstances, le Ministre de l'Intérieur peut en outre suspendre la subvention pour l'exercice suivant.

Overwegende dat dringend en reeds voor het begrotingsjaar 1989 een procedure dient vastgelegd te worden die beter aan de behoeften van de gemeenten beantwoordt en die het hun mogelijk maakt zonder verwijl over te gaan tot de aankoop van materieel ten behoeve van hun politiekorps, met financiële tegemoetkoming van de Staat;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij

Artikel 1. § 1. De Minister van Binnenlandse Zaken kent, binnen de perken van de begrotingskredieten en onder de voorwaarden die door hem worden bepaald, aan de gemeenten een toelage toe voor de aankoop van materieel en uitrusting ten behoeve van hun politie Slechts het materieel en de uitrusting opgenomen in de nomenclatuur vastgelegd door de Minister van Binnenlandse Zaken kunnen het voorwerp zijn van een financiële tegemoetkoming.

§ 2. Indien de Minister van Binnenlandse Zaken het opportuun acht in het kader van acties die hij op nationaal niveau wenst door te voeren, zelf over te gaan tot de aankoop of financiering van materieel of uitrusting ten behoeve van de politiekorpsen, kan hij de hiertoe nodige kredieten reserveren op het aandeel dat aan de gemeenten in het kader van dit besluit toegekend wordt.

Art. 2. Het in toepassing van artikel 1, § 1, aan de gemeenten voorbehouden bedrag wordt onder hen geventileerd volgens een verdelingscoëfficiënt die voor 50 % steunt op het bevolkingscijfer van de gemeente en voor 50 % op het cijfer van de personeelssterkte van de gemeentepolitie.

Art. 3. Voor het bepalen van de bij artikel 2 bedoelde coëfficiënten worden het bevolkingscijfer en de personeelssterkte van 1 januari van het jaar dat het betrokken begrotingsjaar voorafgaat in aanmerking genomen.

De personeelssterkte bestaat uit de leden van de gemeentepolitie in dienstactiviteit of daarmee gelijkgestelden, titularis in de hoedanigheid van aspirant, stagiair of definitief agent, van een graad uit de hiërarchie van de graden vastgesteld bij de artikelen 1, 2 en 4 van het koninklijk besluit van 13 oktober 1986 tot vaststelling van de graden van het personeel van de gemeentepolitie.

Art. 4. Het bedrag van de bij artikel 1, § 1, bedoelde toelage wordt geplafonneerd op 50 % van de aankoopprijs van bedoeld materieel met inbegrip van de BTW.

Art. 5. § 1. De machtiging om de toelage in te roepen wordt door de provinciegouverneur gegeven, die in het onderhavige geval als vertegenwoordiger van de Minister van Binnenlandse Zaken handelt.

Deze machtiging wordt aan de provinciegouverneur verleend voor zover hij zich schikt naar de bepalingen van dit besluit en naar de bepalingen door de Minister van Binnenlandse Zaken vastgesteld voor de uitvoering ervan.

§ 2. De aanvraag om een toelage voor een bepaalde aankoop wordt geformuleerd bij beslissing van het college van burgemeester en schepenen en wordt, samen met het dossier betreffende de uitgevoerde bestelling doorgezonden aan de provinciegouverneur.

De gouverneur gaat na of alle toekenningsvoorwaarden vervuld zijn en doet uitspraak binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag op het provinciaal gouvernement.

Hij stuurt onmiddellijk een afschrift van de beslissing naar de Minister van Binnenlandse Zaken en de betrokken gemeenteverzorgenden.

§ 3. Het college van burgemeester en schepenen kan bij de Minister van Binnenlandse Zaken een aanvraag tot herziening indienen van de beslissing waarbij de provinciegouverneur met toepassing van § 2 de toelage weigert.

Deze aanvraag tot herziening moet bij een ter post aangetekende brief worden ingediend binnen 30 dagen na ontvangst van de beslissing door het gemeentebestuur, de poststempel geldt als bewijs.

§ 4. Op basis van de beslissing tot toekenning van de gouverneur, of gebeurlijk, van een eigen beslissing na beroep, gaat de Minister van Binnenlandse Zaken over tot het vereffenen van de toelage

Art. 6. § 1. De verkrijgende gemeenten kunnen het materieel en de uitrusting waarvoor de financiële rijkstegemoetkoming werd verleend in toepassing van artikel 1, § 1, of die hen ter beschikking gesteld werd in toepassing van artikel 1, § 2, slechts vervreemden of verhuren onder de door de Minister van Binnenlandse Zaken vastgestelde voorwaarden.

Dat materieel en die uitrusting mogen slechts gebruikt worden voor het aanvankelijk voorziene doel.

Bij niet-naleving van de bepalingen van dit besluit en van de door de Minister van Binnenlandse Zaken in toepassing van hetzelfde besluit vastgestelde voorwaarden, zal de financiële rijkstegemoetkoming integraal worden teruggevorderd. In dezelfde omstandigheden kan de Minister van Binnenlandse Zaken daarenboven de toelage voor het volgende begrotingsjaar schorsen.

§ 2. Le gouverneur de province organise une inspection régulière afin de s'assurer du respect par les communes des dispositions du § 1er. Toute infraction constatée est immédiatement signalée au Ministre de l'Intérieur pour récupération de l'intervention financière.

Art. 7. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 septembre 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBACK

§ 2. De provinciegouverneur organiseert een regelmatige inspectie om zich ervan te vergewissen dat de gemeenten de bepalingen van § 1 naleven. Elke vastgestelde inbreuk wordt onmiddellijk gemeld aan de Minister van Binnenlandse Zaken om de financiële tegemoetkoming terug te vorderen.

Art. 7. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 september 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBACK

F 89 — 1891

27 SEPTEMBRE 1989. — Arrêté royal fixant les conditions auxquelles les gouverneurs de province peuvent obtenir un crédit pour la coordination des services de police et des actions provinciales en matière de sécurité (III)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Considérant que les lois et règlements confient aux gouverneurs de province diverses missions de coordination des services de police dans l'exercice de leurs missions de police administrative ainsi que des missions spécifiques en matière de coordination de la politique de prévention de la criminalité;

Considérant qu'il y a lieu de doter les gouverneurs des moyens financiers leur permettant de remplir ces missions de manière satisfaisante;

Considérant qu'un crédit destiné à cette fin est prévu au budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget en date du 4 septembre 1989;

Vu les lois sur le conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié en dernier lieu par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les missions de coordination des gouverneurs ne souffrent pas d'interruption et qu'il y a lieu de leur accorder sans délai l'intervention financière prévue à cette fin;

Considérant qu'il y a lieu de prendre de toute urgence les dispositions permettant d'améliorer et de préciser la procédure d'intervention existante et de subordonner l'octroi des crédits à cette procédure dès l'exercice budgétaire 1989;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le Ministre de l'Intérieur peut allouer à chaque gouverneur de province un crédit s'élevant au maximum à 2 millions de francs destiné à permettre au gouverneur d'exercer ses missions de coordination en matière de police et ses missions de prévention de la criminalité.

Art. 2. Le crédit alloué au gouverneur de province, dans le cadre du présent arrêté peut être affecté aux dépenses suivantes :

1° acquisition de matériel informatique, bureautique et de communication destiné aux missions de coordination et de prévention du gouverneur et achat des logiciels indispensables dans le cadre de ces missions;

2° frais de fonctionnement de ce matériel;

3° financement de travaux d'étude relatifs à la police et à la sécurité des citoyens et de projets de prévention de la criminalité;

N. 89 — 1891

27 SEPTEMBER 1989. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de provinciegouverneurs een krediet kunnen krijgen voor de coördinatie van de politiediensten en provinciale acties inzake veiligheid (III)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Overwegende dat de wetten en reglementen aan de provinciegouverneurs diverse opdrachten toevertrouwen inzake de coördinatie van de politiediensten in de uitoefening van hun opdracht van bestuurlijke politie, evenals specifieke opdrachten inzake de coördinatie van het beleid tot voorkoming van de misdadigheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is aan de gouverneurs de financiële middelen toe te wijzen die het hun mogelijk maken deze opdrachten op toereikende wijze uit te oefenen;

Overwegende dat hiertoe op de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt een krediet uitgetrokken is;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, d.d. 4 september 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, laatst gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de coördinerende opdrachten van de gouverneurs niet mogen onderbroken worden en dat hun zonder verwijl de hiertoe voorziene financiële tegemoetkoming moet toegekend worden;

Overwegende dat dringend maatregelen moeten getroffen worden om de bestaande procedure te verbeteren en te preciseren, en dat de toekenning van de kredieten reeds in 1989 aan deze procedure dient onderworpen te worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Minister van Binnenlandse Zaken kan aan elke provinciegouverneur een krediet toekennen van maximum 2 miljoen franken om hem toe te laten zijn opdrachten uit te oefenen op het gebied van de politiecoördinatie en van de voorkoming van de misdadigheid.

Art. 2. De krachtens dit besluit aan de provinciegouverneur verleende tegemoetkoming kan voor de volgende uitgaven worden aangewend :

1° aankoop van informatica-, buretica- en communicatiematerieel bestemd voor de coördinatie- en preventieopdrachten van de gouverneur, en aankoop van de in het kader van deze opdrachten noodzakelijke programmatuur;

2° werkingskosten van dit materieel;

3° financiering van studies betreffende de politie en de veiligheid van de burgers en projecten ter voorkoming van misdadigheid;